

Empêcher la privatisation d'ADP : un enjeu majeur

17 juin 2019



Il y a un peu plus de deux mois, 248

parlementaires ont obtenu que soit engagée une procédure de référendum d'initiative partagée sur la question de la privatisation d'Aéroports de Paris. Pour que le processus continue, 4,7 millions de signatures issues du corps électoral national devront être rassemblées avant la mi-mars 2020. Attac France appelle à une grande mobilisation pour faire entendre le large consensus autour du refus de cette nouvelle privatisation !

Le RIP (Référendum d'initiative partagée) concernant l'avenir d'Aéroports de Paris (ADP) est une bonne nouvelle pour la démocratie. C'est aussi une bonne nouvelle pour mettre un coup d'arrêt à la logique de privatisation engagée par Emmanuel Macron, accélérant ainsi la vague de privatisations que nous connaissons depuis les années 80... Il veut en finir avec ce qui reste d'entreprises publiques à privatiser, des secteurs dans lesquels il y a des enjeux financiers, économiques, sociaux et environnementaux qui relèvent du bien commun. Ces enjeux concernent les salarié.es de ces secteurs mais plus globalement l'ensemble des citoyen.nes.

Privatiser, c'est permettre à des multinationales de mettre la main sur des secteurs qui rapportent de l'argent et nécessitent des investissements à long terme : ce qui va primer pour ces grands groupes, c'est la rentabilité immédiate pour les actionnaires et non pas l'intérêt général. Avec ADP, le gouvernement a d'autres projets sous le coude comme les barrages ou les ports.

Le RIP est une grosse épine dans la politique libérale de ce gouvernement : empêcher la privatisation d'ADP, c'est stopper l'abandon au secteur privé de notre privatisation totale de l'économie voulue par Macron au profit de ses amis des multinationales et de la finance.

Le scandale de la privatisation des autoroutes dénoncé par la Cour des comptes est un fâcheux précédent tout comme la privatisation de l'aéroport de Toulouse encouragée par Macron lorsqu'il était ministre de l'économie.

Nous avons 9 mois pour développer ce grand moment d'éducation populaire et de débat citoyen. Nous avons 9 mois pour construire ce rapport de forces et obtenir les plus de 4,7 millions de signatures

nécessaires à un référendum*.

Attac est déterminée à prendre toute sa place dans ce combat et appelle ses adhérent.es et ses comités locaux à s'y impliquer sur l'ensemble du territoire. Attac appelle à la constitution d'un vaste front social permettant de construire cette dynamique avec tous ceux et celles qui refusent cette privatisation, et plus globalement cette logique de privatisation de l'économie et de nos vies !

Voir en ligne : [Site officiel du RIP - Ministère de l'Intérieur](#)

Lire aussi : [Empêcher la privatisation d'ADP : un enjeu majeur](#)

- [Emplacement : ré-agir ensemble](#) > [Solidarités](#) > [Actualités partenaires](#) >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Empecher-la-privatisation-d-ADP-un-enjeu-majeur>